

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 12/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOCAMIL**

1 chemin de Larramet  
31170 Tournefeuille

Références : 2024-036  
Code AIOT : 0006606395

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2023 dans l'établissement SOCAMIL implanté Route de Mirepoix ZAC Nicolas Appert 11400 Castelnaudary. L'inspection a été annoncée le 08/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCAMIL
- Route de Mirepoix ZAC Nicolas Appert 11400 Castelnaudary
- Code AIOT : 0006606395
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est un entrepôt de stockage de produits de grande consommation.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Effluents
- Consommation en eaux
- Registre déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle             | Référence réglementaire                          | Autre information |
|----|-------------------------------|--|-------------------|
| 2  | Relevé des prélèvements d'eau | Arrêté Préfectoral du 31/12/2015, article 10.2.2 | Sans objet        |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle                             | Référence réglementaire                          | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1  | AUTOSURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES | Arrêté Préfectoral du 31/12/2015, article 10.2.1 | Sans objet        |
| 3  | Collecte des effluents                        | Arrêté Préfectoral du 31/12/2015, article 4.3.2  | Sans objet        |
| 4  | Suivi des déchets                             | Arrêté Préfectoral du 31/12/2015, article 10.2.5 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est déplacée au niveau du bassin de récupération des eaux pluviales et a constaté son bon état apparent. La collecte des effluents sur le site répond aux prescriptions définies dans les arrêtés préfectoraux d'autorisation du site. Toutefois, l'inspection relève des interrogations quant aux différents points de prélèvements d'eaux du site (réseau communal et BRL), des précisions doivent être apportées par l'exploitant.

Enfin, sur le trajet vers le bassin d'Eaux Pluviales, l'inspection est passée à proximité d'un bâtiment dédié à la mise en balle de déchets, ce dernier n'étant pas l'objet de l'inspection, il n'a pas été visité mais fera l'objet d'un point lors de la prochaine visite du site.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : AUTOSURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES